



Munich Personal RePEc Archive

Remittances of Moroccan migrants: Levers of growth and development

Bouoiyour, Jamal

CATT Université de Pau France

11 October 2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/50537/>

MPRA Paper No. 50537, posted 10 Oct 2013 03:49 UTC

Les transferts des fonds des migrants marocains : Leviers de croissance et du développement

Jamal BOUOIYOUR
CATT, Université de Pau
Jamal.Bouoiyour@univ-pau.fr

Première version : Mars 2011

Résumé

Les transferts de fonds constituent une source extérieure de financement importante pour un pays comme le Maroc. Nous montrons dans cet article les vertus de ces flux financiers. En effet, nous montrons que les transferts sont plus stables que les investissements directs étrangers. Ils sont pro-cycliques dans certaines périodes et contra-cycliques dans d'autres. Nous montrons aussi qu'ils diminuent les inégalités entre les sexes au niveau de l'éducation. Ils ne provoquent pas de syndrome hollandais et promeuvent le développement financier. Certes, les responsables marocains en charge des questions migratoires ont réussi à maintenir un flux ininterrompu de transferts depuis des décennies, mais la question de leur affectation se pose avec acuité. La multiplication des acteurs en charge des questions migratoires constitue un obstacle majeur à l'efficacité de ces transferts. Un aggiornamento de la gouvernance des questions migratoires au Maroc paraît plus que nécessaire.

Mots clés :

Transferts de fonds, Capital humain, Indice de Parité entre les Sexes, Cycles des affaires, Modèle ARCH, Développement financier, Syndrome hollandais, Gouvernance.

Remittances of Moroccan migrants: Levers of growth and development

Abstract :

Remittances are an important source of external financing for a country like Morocco. We show in this paper the properties of these financial flows. Indeed, we show that remittances are more stable than foreign direct investment. They are pro-cyclical in some periods and countercyclical in others. We show also that they reduce the gender inequalities in education. They do not cause Dutch disease and promote financial development. While Moroccan officials in charge of migration issues have managed to maintain an uninterrupted flow of transfers for decades, but the question of the assignment is acute. The multiplication of actors in charge of migration issues is a key obstacle to the effectiveness of these transfers. An aggiornamento of governance of migration issues in Morocco seems more than necessary.

Keywords:

Remittances, Human Capital, Gender Parity Index, Business Cycles, ARCH Model, Financial Development, Dutch disease, Governance.

1. Introduction :

Au moment où les sources de financement extérieur se tarissent à cause de la crise financière puis économique de 2007, le Maroc, à l'instar de nombreux pays en développement, ne peut se passer des transferts de fonds. Ces derniers constituent la source la plus importante des financements extérieurs, devant les investissements directs étrangers (IDE). En 2007, ils ont représenté 734% de l'aide au développement, 145% des investissements directs étrangers et 9% du PIB.

En dépit des restrictions qui pèsent lourdement sur les flux de migrations internationales, ces transferts de fonds sont devenus d'une ampleur considérable pour beaucoup de pays d'émigration. La crise de 2007, dont les conséquences continuent de peser sur les économies des pays d'immigration, a eu pour conséquence un tarissement des flux migratoires à travers le monde. En effet, le ralentissement de l'activité économique dans les pays d'accueil s'est traduit par une crise de l'emploi. Ce qui a abouti à une diminution de la migration du travail dans les pays développés.

La question centrale que l'on souhaite traiter dans le cadre de ce travail est de savoir si les transferts de fonds, et la migration de manière plus générale, promeuvent réellement la croissance économique (et le développement) dans le cas du Maroc. La réponse à cette question n'est pas évidente, dans la mesure où plusieurs aspects entrent en jeu. En effet, si l'on admet généralement que les transferts ont des effets bénéfiques sur les pays d'origine (ils augmentent la consommation et l'investissement au niveau national et ils participent à l'accumulation du capital humain, et c'est, peut-être là où réside l'un des leviers les plus importants des transferts), ils peuvent aussi avoir des effets pervers (hasard moral) sur la croissance. En effet, des études ont montré que les envois de fonds diminuent l'effort du travail. Les familles qui reçoivent les transferts font moins d'efforts pour rechercher un emploi. Ce qui se traduit par une diminution de la productivité (par exemple dans les parcelles agricoles) et à terme, par une réduction des taux de croissance économique. De même, l'efficacité des transferts dépend, pour une large part, des motivations des migrants (consommation, investissements, infrastructures...), des canaux de transmission (formels, informels, bancaires...) et de la mobilisation de ces transferts.

Pour aborder la problématique centrale de la relation entre les transferts et la croissance (et le développement), nous proposons de répondre aux questions suivantes :

- i) Est-ce que les transferts sont stables (comparativement aux IDE par exemple) ?

- ii) Sont-ils contra-cycliques ?
- iii) Est-ce que les transferts contribuent à l'amélioration du niveau du capital humain ? Et est-ce qu'ils permettent de diminuer, ou au contraire d'accentuer, les disparités entre les sexes ?
- iv) Est-ce que les transferts de fonds promeuvent le développement financier ?
- v) Comment la politique de change interagit avec les transferts ?
- vi) Comment la question des transferts et la problématique de la diaspora de manière plus générale, ont été abordées par les autorités en charge de la migration ?

2. Stabilité des transferts

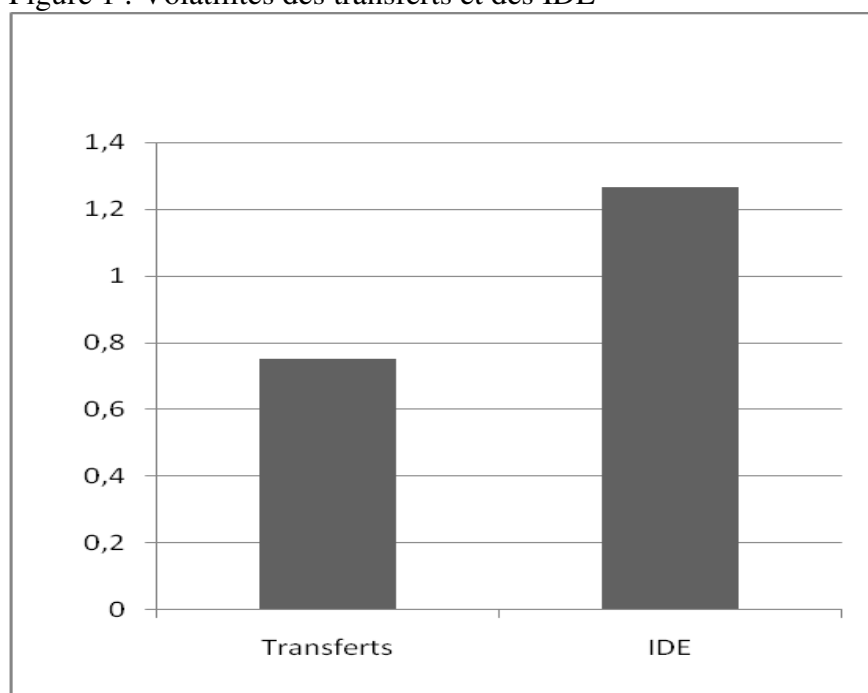
Contrairement aux investissements directs étrangers (IDE) qui sont très volatils et qui dépendent des conditions des pays d'accueil, surtout des avantages offerts par ces derniers pour attirer les investisseurs étrangers, les transferts sont censés être stables. Il en est de même pour l'aide au développement, elle est aussi volatile. Qui plus est, elle est exogène et dépend du bon vouloir des donateurs.

Pour vérifier cette assertion, nous avons calculé la volatilité pour les deux principales sources de revenus extérieurs, à savoir les IDE et les envois de fonds. La volatilité est présentée dans la figure 1. Nous avons choisi une longue période (1975-2009) pour apprécier l'évolution des transferts. D'après nos résultats, les IDE sont deux fois et demie plus volatiles que les transferts de fonds. Etant donnée la volatilité de la croissance marocaine, ce résultat paraît fondamental. En effet, il est de notoriété public que le taux de croissance du PIB est très incertain, car, malgré les efforts fournis par les différents gouvernements, il existe une corrélation forte entre la croissance économique marocaine et les conditions climatiques. Les transferts viennent rendre cette variabilité plus lisse (smooth). Ce qui permet à la consommation de ne pas trop varier. et ce qui maintient aussi un certain équilibre des revenus des ménages. Autrement dit, d'un point de vue macroéconomique, les transferts permettent de limiter les chocs exogènes internes (conditions climatiques) ou externes (commerce extérieur, IDE). Ce résultat est confirmé par la place prépondérante qu'occupe la demande interne – stimulée en grande partie par les transferts- dans l'évolution de la croissance marocaine. En effet, ces dernières années, la demande intérieure est devenue un élément déterminant de la

croissance, au détriment de la demande externe (les exportations). Ce qui explique la résilience de l'économie marocaine face à la crise.

Nous avons complété nos investigations par une estimation de type *ARCH(1)* qui modélise la volatilité des transferts. Dans la table 1, α_0 représente en quelque sorte la volatilité minimum, alors que α_1 représente la non constance des résidus. On confirme le manque de volatilité des résidus de la variable transferts. En revanche, les IDE sont volatiles.

Figure 1 : Volatilités des transferts et des IDE



Source : Données FMI et Banque Mondiale . Note : La volatilité est calculée comme étant le rapport entre l'écart-type et la moyenne sur la période 1975-2009.

Le rôle des responsables politiques est de pouvoir faire des prévisions. Or, ces dernières ne peuvent se réaliser que si les conditions actuelles ne changent pas, ou changent de manière marginale. D'où l'intérêt d'avoir des variables stables. Par ailleurs, étant donné l'importance des transferts de fonds dans la préservation des équilibres macroéconomiques du Maroc, les autorités ont intérêt à bien comprendre les tenants et les aboutissants de ces flux financiers. Il faut quand même rappeler que ces flux représentent 9% de la richesse nationale. La balance des paiements a été largement excédentaire ces dernières années grâce aux transferts.

Par ailleurs, les flux financiers permettent en théorie, outre le lissage des « perturbations » de court terme dans le revenu national, de financer les opportunités d'investissements productifs dans les pays où l'intensité capitaliste (ratio capital sur travail, i.e. K/L) est faible, et de se

substituer à la migration de la main d'œuvre dans les pays où l'intensité capitalistique est forte. Ils aident aussi à « discipliner » les politiques et les institutions des pays qui les reçoivent. Dans la réalité, ces flux financiers, au lieu de quitter les pays où le ratio K/L est fort (les pays riches) et se diriger vers les pays où ce ratio est faible (pays pauvres) ; au lieu de « récompenser » en quelque sorte les pays qui font des efforts en matière de rigueur budgétaire, ils font le contraire ; ce qui renforce les déficits budgétaires et accentuent les déséquilibres. C'est le cas souvent des investissements de portefeuille.

Or dans le cas du Maroc, on a montré que ce sont plutôt les transferts et non les IDE (les aides étant négligeables, 2% du PIB sur la période d'estimation) qui jouent le rôle de stabilisateur. D'où l'importance de la mise en place de politiques idoines pour les développer.

Table 1 : Volatilité des flux financiers (Transferts et IDE) : Modèle *ARCH*

	Transferts	IDE
α_0	0.0305*** [0,0003]	1.2250 [0,146]
α_1	-0.2506 [0.1793]	0.3884** [0.0341]

[] : P-value, ***, ** et * : significatif à 1%, 5% et 10% respectivement. Echantillon : 1975-2007

3. Les transferts sont-ils contra-cycliques ?

Comme on l'a rappelé auparavant, les transferts sont censés être contra-cycliques. Autrement dit, ils augmentent pendant les périodes de ralentissement économique ou après une catastrophe naturelle dans le pays destinataire, au moment où les capitaux privés ont plutôt tendance à refluer. Dans les pays en proie à des troubles politiques, ils constituent souvent une bouée de sauvetage économique pour les pauvres.

Dans la littérature microéconomique relative aux transferts, on distingue globalement deux motifs. Le motif altruiste se matérialise quand les migrants transfèrent pour venir en aide à leur famille restée au pays (surtout pour la consommation courante, mais aussi pour l'éducation, la santé...). Dans ce cas, les transferts sont exogènes aux conditions économiques du pays d'origine. Le second motif se matérialise quand les migrants sont à la recherche d'opportunités d'investissement dans leur pays d'origine. Dans ce cas, les transferts sont pro-cycliques comme d'ailleurs les investissements directs étrangers. On parle de motif d'égoïsme (sans connotation morale). Au niveau macro-économique, les transferts peuvent servir à aider

la famille du migrant restée au pays (consommation, éducation, santé etc.), ou à investir. Les effets d'entraînement sur la croissance et sur le développement sont alors différents. Cependant, on considère que l'effet global est positif. Au-delà, la situation économique du pays d'accueil et du pays d'origine compte dans la détermination de l'ampleur des transferts.

Dans le cadre de cet article, nous effectuons une analyse des cycles économiques de la croissance du PIB et des transferts. Si les transferts sont pro-cycliques avec le PIB marocain, alors les migrants investissent dans leur pays d'origine pour profiter de la croissance (ou désinvestissent en cas de décroissance). Les migrants se comportent alors comme des investisseurs. Et si les transferts sont contra-cycliques, les transferts sont alors destinés à la consommation (ou à l'aide à la famille de manière générale)¹.

L'analyse des cycles consiste à décrire la séquence des fluctuations économiques en procédant à la datation des points de retournement (pics et creux), tout en évaluant l'amplitude et la sévérité des différentes phases cycliques économique. Il s'agit ensuite d'analyser les co-mouvements de ces cycles avec ceux des transferts de fonds.

Nous avons procédé à une analyse très fine des cycles économiques marocains en relation avec les transferts, en tenant compte des différentes mesures prises par les autorités marocaines dans le cadre de la libéralisation financière depuis le milieu des années 70 jusqu'à le fin des années 2000 (et plus exactement 2007). L'idée sous-jacente à cet exercice est de mesurer la sensibilité des transferts à ces mesures de libéralisation.

Nous commençons par analyser la figure 2, qui met en relation les cycles et les réformes mises en place par le gouvernement marocains durant la période d'estimation (1975-2007).

INSERT FIGURE 3 HERE

On distingue 5 cycles :

1. 1975-1987 : Pro-cyclique.
2. 1988-1991 : Contra-cyclique.
3. 1992-1997 : Pro-cyclique.
4. 1998-2002 : Acyclique.

¹ Dans le premier cas, on parle de la recherche d'intérêt général de la part du migrant (ou égoïsme). Dans le second cas, on parle d'attachement du migrant à son pays d'origine et à sa famille (ou altruisme). Il est évident que ces notions d'altruisme et d'égoïsme sont très complexes et s'appliquent plutôt dans un cadre microéconomique. Les utiliser dans un contexte macroéconomique est un abus de langage de la part des économistes.

5. 2003-2007 : Pro-cyclique.

On peut d'ores et déjà avancer la première conclusion ; le comportement des migrants n'est figé. Il varie dans le temps, en fonction des événements et dans le pays hôte et dans le pays d'origine. D'après les résultats de la figure 2, il semblerait que les marocains de l'étranger ont accompagné la forte croissance qu'a connue le Maroc entre 1975 et 1980. Ils ont, ensuite, boudé leur pays en période de crise (1981-1985). C'est un comportement typique d'investissement. Ce résultat est d'autant plus important que cette première phase a duré 13 années. A partir de 1993, l'économie marocaine a commencé à profiter des effets positifs de la sortie du PAS et des politiques de libéralisation. Les transferts ont commencé à refluer pour profiter de cette croissance. Pour la période 2003-2008, ce comportement d'investissement s'est installé pour un bon moment pour accompagner et profiter du boom économique. La seule période où les transferts étaient contra-cyclique, c'est la période 1988-1991 (4 années). En revanche, la période 1998-2002 est acyclique.

Ce résultat est, à priori, contre intuitif. Pourtant, il a été confirmé par les documents du travail du FMI (Sayan, 2006 et Giuliano et Ruiz-Arran, 2005). Dans ce cas, on considère que les marocains envoient leur épargne au Maroc, non pas pour aider leur famille, mais par pour investir et servir leur intérêt personnel. En revanche, Bouhga-Hagbe (2004) considère que les migrants marocains sont altruistes. Il a pris le PIB agricole, comme variable de mesure de l'attachement.

Notre point de vue sur cette question est que ce genre de raisonnement ne résiste pas à la critique. En effet, nous nous basons sur l'hypothèse selon laquelle le sentiment d'attachement au pays d'origine, qui est une variable proxy de l'altruisme, n'est ni figé, ni exogène. Ce sentiment peut changer avec le temps. Qui plus est, il dépend de l'environnement économique du pays d'accueil, mais aussi de celui d'origine. Il dépend aussi des cultures et de l'esprit de solidarité au sein d'un même pays.

Il est vrai qu'un point commun des modèles traitant de la migration est de considérer l'altruisme comme étant une hypothèse « standard ». Et les vérifications empiriques versent dans le même sens. Par conséquent, les analyses issues de ces modèles négligent la présence éventuelle des interactions sociales (Becker et Murphy 2002). Si la quête du statut social (position sociale) par les individus (les migrants en l'occurrence) peut affecter leurs décisions (d'envoyer des fonds ou non), ceci aurait des conséquences importantes sur le volume des fonds envoyés (et sur la performance de l'économie dans son ensemble).

L'argument avancé dans la littérature standard concerne la fonction de bien être. En effet, celle-ci ne dépend que de la consommation (revenu net) individuelle. Adam Smith avançait déjà dans *The Theory of Moral Sentiments* (1759), que certains mécanismes sociaux tels que l'admiration et l'estime peuvent être des incitations culturelles pour l'individu dans l'accumulation de la richesse. La mise en évidence du lien pouvant exister entre les interactions sociales et les performances économiques d'un pays a été étudiée dans plusieurs papiers récents.

Appliquée aux transferts de fonds, cela voudrait dire que le migrant transfère les fonds pour qu'il soit « bien vu » ou bien considéré par sa famille. On peut pousser l'analyse plus loin et faire remarquer que dans plusieurs cas, le migrant se sent obligé d'envoyer des fonds à sa famille ou à ses proches sinon, il peut être exclu du groupe. Autrement, les transferts deviennent endogènes et il n'est plus question d'altruisme. Dans ce cas les fonctions de préférences individuelles ne sont plus considérées comme exogènes. Elles ne dépendent plus d'une fonction d'utilité absolue, mais relative. Autrement dit, il faudrait ajouter une hypothèse concernant l'interdépendance des préférences, en mettant en exergue les liens qui peuvent exister entre les interactions sociales et les envois de fonds.

Une telle analyse ethnosociologique dépasse le cadre de cet article. Néanmoins, il nous semble qu'il est important que les responsables en charge des questions migratoires s'en saisissent...

Une autre manière de vérifier le résultat fort intéressant est de lier les cycles des transferts des migrants marocains et des investisseurs étrangers qui s'installent au Maroc. Les résultats sont présentés dans la figure 3. Ils montrent une corrélation significative, quoique faible, entre le comportement des migrants marocains et celui des investisseurs étrangers.

Si on scrute la figure de manière plus détaillée, on remarquera que les seules déviations des deux comportements – ce qui diminue de facto la corrélation – se sont produites dans des dates bien précises. Elles correspondent à des décisions prises par les autorités marocaines pour encourager l'un ou l'autre flux de capitaux. On en dénombre quatre.

- i) En 1988, les transferts ont enrayé leur chute entamée en 1980, alors que les IDE ont continué à diminuer. Ceci est dû à la suppression de la prime de change. Cette hausse a été de courte durée et la chute a repris de plus belle.
- ii) En 1993, les IDE ont continué à augmenter alors que les transferts chutent. Ceci est dû à la mise en place de la convertibilité du Dh. La convertibilité du DRH est une mesure de libéralisation financière qui a impacté plus les IDE que les transferts. Il

est vrai que les migrants marocains, contrairement aux investisseurs étrangers, se débrouillent toujours pour faire face au problème de la non convertibilité.

iii) En 2000 et 2004, les IDE ont diminué, alors que les transferts ont continué à augmenter, car il n'y pas eu d'opération de privatisation d'envergure.

4. Est-ce que les transferts contribuent à l'amélioration du niveau du capital humain ?

On considère généralement que l'impact des transferts de fonds sur les pays d'origine comme étant ambigu. En effet, et comme on l'a vu précédemment, ils peuvent être positifs sur les régions d'origine en tant que sources de devises, plus stabilisantes que les investissements directs étrangers. En augmentant le revenu des ménages les plus pauvres, les transferts contribuent à soutenir une demande locale de produits fabriqués localement (Russel, 1992). Ainsi au Maroc, l'argent des immigrés permet de réduire de 20% le nombre d'individus vivant sous le seuil de pauvreté, (Guilmoto et Sandron, 2003). La réduction de la pauvreté plus ou moins importante dépend de l'utilisation faite par les familles des fonds (Adams et Page, 2003). Les transferts peuvent aussi rehausser le niveau du capital humain dans le pays d'origine. C'est ce point qui nous intéresse ici.

En revanche, les transferts peuvent avoir un effet désincitatif sur la recherche d'autres sources de revenus, qui peuvent aller jusqu'à mettre en place une économie de rente. Dans ce sens, les transferts peuvent avoir des effets pervers (hasard moral) sur la croissance. En effet, ils peuvent diminuer l'effort du travail (et donc l'offre du travail), car les familles qui reçoivent les transferts font moins d'efforts pour rechercher un emploi. Ce qui se traduit par une réduction des taux de croissance économique.

Dans le même ordre d'idée, la baisse de l'offre du travail peut se traduire, le cas échéant, par une moindre accumulation du capital humain (par le biais de l'apprentissage par la pratique, par exemple) et, par conséquent, par une faible croissance du pays (Chami et al 2005). On ne sait pas, *in fine*, si les transferts rehaussent le niveau du capital humain dans le pays d'origine ou le diminuent. Les études qui ont insisté sur les effets positifs des transferts (ou de la migration de manière générale) sur le capital humain ont mis en exergue leur impact sur la santé et l'éducation des enfants. On peut observer ces faits dans le cas mexicain. Ainsi, Lopez Cordova (2006) a montré dans le cas mexicain que l'augmentation du nombre de ménages

recevant les transferts réduit l'analphabétisme et améliore la santé, ainsi que la pauvreté de manière générale. L'étude de la BAfD a montré aussi que l'essentiel (80%) des fonds va à l'alimentation, la santé et l'éducation. Si ces études vont dans le sens d'une complémentarité entre les transferts (ou la migration de manière générale) et le bien-être national du pays d'origine, d'autres montrent au contraire l'existence de substituabilité entre les deux variables. Ainsi, McKenzi et Rapoport (2007) ont montré que les individus qui souhaitent émigrer, investissent moins dans l'éducation s'il existe un important réseau de migrants dans le pays d'origine (le cas du Mexique par exemple).

Qu'en est-il dans le cas du Maroc ?

Pour répondre à cette question nous allons utiliser la modélisation dynamique de type *VECM* (Vector Error Correction Model). L'intérêt de ce type de modélisation est de prendre en considération les effets du court et du long terme, sans se heurter aux problèmes récurrents de l'exogénéité des variables².

Nous allons considérer un modèle *VAR* bi-varié qui met en relation les transferts (sur le PIB) et une proxy du capital humain, à savoir le niveau de scolarisation du secondaire.

Après une étude de la stationnarité des variables considérées³, nous avons cherché à savoir s'il existe une relation de long terme entre elles. L'équation suivante montre le résultat de la régression. La relation entre les transferts et la capital humain est une relation de long terme stable (voir table 2)⁴

Table 2 : Relation de long terme entre l'éducation et les transferts

	Augmented Dickey-Fuller (ADF) des résidus de la relation de cointegration t-test	Augmented Dickey-Fuller des résidus de la relation de cointegration Z-test
Education (secondaire) et Transferts	-2,9983**	-7,844
$C_{1t} = LogEducation_t - 1,005 \cdot LogTransferts_t - 6,235$		

* : significatif à 15%.

Valeurs critiques pour ADF (t-test) :-3.58, -2.93, -2.60 à 1%, 5% et 10% respectivement.

Valeurs critiques pour ADF (Z-test) :-18,9, -13,3, --10,7 à 1%, 5% et 10% respectivement.

La variables transferts est définie comme étant les transferts/le PIB.

² Voir Bouoiyour (2011a) pour une modélisation complète.

³ Les deux variables considérées sont I(1).

⁴ Elle est stable mais à 15%.

Nous avons cherché après à estimer un modèle dynamique (*VECM*) qui se présente comme suit⁵ :

$$\Delta Education_t = \alpha_1 + \sum_1^n \alpha_{1i} \cdot \Delta Education_{t-i} + \sum_1^n \beta_{1i} \cdot \Delta Transferts_{t-i} + \alpha_{Education} C_{t-1} + \varepsilon_{1t} \quad (1)$$

$$\Delta Transferts_t = \alpha_2 + \sum_1^n \alpha_{2i} \cdot \Delta Education_{t-i} + \sum_1^n \beta_{2i} \cdot \Delta Transferts_{t-i} + \alpha_{Transferts} C_{t-1} + \varepsilon_{2t} \quad (2)$$

Chaque variable est régressée sur sa propres histoire et l’histoire de l’autre variable ainsi que sur le terme qui symbolise la relation de cointégration⁶. Les résultats⁷ montrent l’existence de relations de long terme (cointégration) et de court terme (causalité au sens de Granger) entre les transferts et l’éducation. Autrement dit, les transferts permettent de rehausser le niveau du capital humain intermédiaire (secondaire) au Maroc. Ce résultat est important et montre les vertus des transferts. Ces derniers affectent la croissance ; le canal de transmission considéré ici étant le capital humain.

Si les transferts affectent le capital humain au Maroc, il serait intéressant de savoir s’ils affectent plus les filles ou les garçon. Autrement dit, s’ils réduisent les inégalités entre les sexes ou les accentuent. Les résultats sont regroupés dans la table 3. Là aussi cComme dans le cas précédent, on trouve une relation stable de longue période entre les transferts et l’Indice de Parité entre les sexes (IPS) du niveau secondaire. En revanche, il n’existe pas de relation de court terme (Bouoiyour, 2011). Les transferts accélèrent donc la convergence des niveaux de scolarisation (du secondaire) entre les filles et les garçons.

⁵ L’équation d’intérêt est l’équation (1). Par conséquent, nous ne commentons pas l’équation (2) qui sert à compléter le modèle VAR.

⁶ Il s’agit des résidus de la relation de la cointégration (à la date t-1). On a introduit la relation de cointégration dans le VAR même si elle n’est significative qu’à 15%.

⁷ Voir Bouoiyour 2011.

Table 3 : Relation de long terme entre l'Indice de Parité entre les sexes (IPS) et les transferts

	Augmented Dickey-Fuller (ADF) t-test	Augmented Dickey-Fuller Z-test
IPS (secondaire) et Transferts	-2.9323	-10.5980
$C_{1t} = LogEducation_t - 0,361 \cdot LogTransferts_t - 0,631$		

Valeurs critiques pour ADF (t-test) :-3.58, -2.93, -2.60 à 1%, 5% et 10% respectivement.

Valeurs critiques pour ADF (Z-test) :-18,9, -13,3, --10,7 à 1%, 5% et 10% respectivement.

Malgré les moyens importants que le Maroc consacre à l'éducation et à la formation, ce pays accuse en retard abyssal dû aux défaillances du système éducatif. Le niveau d'analphabétisme demeure élevé (plus tiers de la population en 2010), le rendement (interne et externe) de l'éducation reste faible et les réformes engagées n'ont pas eu les résultats escomptés. L'éducation de manière générale et celle du secondaire en particulier (c'est cette dernière qui affecte la croissance au Maroc⁸) sont un facteur important de la croissance économique. Elles permettent la réduction de l'exclusion et les disparités sociales ; accroissent les chances d'accessibilité à la réussite et rendent plus vastes les choix d'opportunités. En somme, elles consolide la cohésion sociale. Notre avons pu vérifier notre hypothèse de départ, à savoir les transferts de fonds permettent au capital humain de se consolider, tout en participant à la réduction des disparités entre les sexes.

5. Transferts de fonds et développement financier

La relation entre les transferts de fonds et le développement financier soulève la question de la complémentarité ou la substituabilité entre les deux variables. L'hypothèse de la complémentarité indique que les transferts favorisent le développement financier et vice versa. En effet, le développement financier permet au migrant de transférer ses fonds de manière rapide, sûr et à moindre coût. De même, des envoies importants de fonds permettent aux autorités publiques de mieux organiser le secteur financier (plus de transparence et de concurrence entre les intérimaires financiers) et de diriger ces fonds vers des secteurs jugés prioritaires. L'hypothèse de substituabilité implique que les transferts de fonds sont considérés comme un remède aux faiblesses du secteur financier. Ils permettent, par exemple, aux personnes pauvres d'accéder aux crédits pour réaliser leurs projets (Esteves et Khoudour-Castévas, 2009); ce qui accélère la croissance. Cette hypothèse de substituabilité a été

⁸ Voir par exemple Bennaghmouch et Bouoiyour 2002.

vérifiée dans l'étude de Giuliano et Ruiz-Arranz (2005). Cette dernière porte sur un échantillon assez important de 100 pays en développement sur la période 1975-2003. Giuliano et Ruiz-Arranz (2005) montrent que l'impact des transferts de fonds sur la croissance est plus important dans les pays où le secteur financier est faiblement développé. En revanche, un haut niveau de développement financier réduit le rôle des transferts dans la stimulation des investissements. La faiblesse du secteur financier dans les pays d'émigration permet aux porteurs de projets de se libérer de la contrainte de crédit. Ils peuvent faire aboutir leurs projets en demandant de l'aide à des membres de la famille ou à des amis qui vivent à l'étranger. Dans bien des cas, un secteur financier assez développés peut avoir des effets négatifs sur la croissance. En revanche, l'hypothèse de la complémentarité entre les transferts et le développement financier a été affirmée par Mundaca (2005). Cette dernière a analysé des transferts de fonds sur la croissance dans les pays d'Amérique Centrale, du Mexique et de la république dominicaine, en utilisant des données de panel sur la période 1970-2003. Elle a conclu que plus le secteur financier est développé, plus important est l'impact des transferts sur la croissance des pays concernés. Le développement financier permet donc une meilleure utilisation des transferts. Ce résultat a été confirmé par Terry et Wilson (2005). En effet, le développement financier permet un accès rapide, à un coût moindre, aux crédits, surtout pour les petites et moyennes entreprises. Dans le même ordre d'idée, un secteur financier stable augmente la confiance des migrants dans les institutions de leur pays d'origine, et les encourage à transférer des sommes plus importantes. De même, plus de concurrence entre les organismes de transferts, en particulier les banques, permet une réduction des coûts de crédits et par conséquent une augmentation de leur montant.

De manière plus générale, à mesure que les transferts augmentent, on assiste à une densification du secteur financier et à une multiplication des acteurs. Pour capter l'épargne des migrants les banques, et autres intermédiaires financiers, multiplient les ouvertures de bureaux et représentations. L'ensemble de ces ramifications aboutit à l'émergence d'un secteur financier dense et profond.

Par ailleurs, la hausse des transferts a pour conséquence d'augmenter les dépôts bancaires. Ce qui permet aux banques de distribuer des crédits plus facilement, étant donné la liquidité disponible grâce aux transferts. De même, l'ampleur de ce phénomène permet au secteur bancaire de se consolider et aux banques d'atteindre la taille critique. La hausse des transferts sur une longue période a une autre vertu; elle accélère la bancarisation.

Table 4: Transferts de fonds et développement financier – Moindres Carrés Ordinaires
(Variable dépendante: Dépôt/PIB)

Constante	0.459 (-0.611)
Transferts/PIB	1.654*** (3.017)
(Transferts/PIB) 2	-0.556*** (-2.5822)
PIB	0.6966 (1.161)
Inflation	0.359 (-0.461)
Commerce	-0.306 (-0.718)
Aides au développement	0.0541*** (2.974)
IDE/PIB	0.115 (0.802)
Rbar2	0,55

Note: les écart-types sont entre parenthèses, ***: significatif à 1%, ** 5%, * 10% Toutes les variables sont en Log. Les estimations sont toutes corrigées de l'hétéroscédasticité et de l'auto-corrélation par la méthode de Newey et West (1987)

Nous avons mis en relations le développement financier – approximé par la masse monétaire M2, les dépôts à vue et les crédits à l'économie – et les transferts de fonds (Bouoiyour et Makhoulf, 2011). D'après nos résultats, les transferts de fonds augmentent la masse monétaires et les dépôts. Mais leur impact sur les crédits n'est pas agnificatif (voir table 4 extraite de Bouoiyour et Makhoulf, 2011). Nous avons montré aussi que les transferts n'ont aucun impact sur les investissements. On confirme l'hypothèse de substituabilité entre les transferts de fonds et les crédits. Autrement dit, les transferts sont considérés comme un remède aux faiblesses du secteur financier. Ils permettent aux personnes qui souhaitent entreprendre, et qui n'ont pas la possibilité de réaliser leurs projets, pour une multitude de raisons (pas assez de garantie ou de réseaux sociaux...), de ne pas passer par le système officiel.

La faiblesse du secteur financier au Maroc – dans le sens où il ne permet un accès facile aux crédits - permet aux porteurs de projets de se libérer de la contrainte de crédit. Etant donné

qu'ils sont de facto « interdits de crédits », il ne leur reste que le recours à l'aide des membres de la famille ou à des amis qui vivent à l'étranger

6. Transferts et politique de change

La question du change sera abordée de deux manières. En premier lieu, il s'agit de mesurer la sensibilité des transferts par rapport aux variations du taux de change. Dans un second temps, il s'agit d'analyser l'une des questions importantes qui préoccupent les économistes, c'est celle connue sous le nom *Dutch Disease* ou syndrome hollandais.

Taux de change et transferts

Pour analyser la relation entre les transferts et le taux de change, nous avons commencé par une analyse graphique des deux variables. La figure 4 met en relation le taux de change (Euro/DRH) et les transferts de fonds. L'estimation montre qu'une appréciation de l'Euro par rapport au Dirham, toute chose étant égale par ailleurs, de 10% augmente les transferts de 18,4% sur l'ensemble de la période (1979-2008). Il s'agit en plus d'une relation de long terme. Le levier relatif au taux de change n'a pas été, à notre point de vue, assez utilisé par les autorités marocaines pour faire aux variations (à la baisse en particulier) des transferts de fonds.

$$\text{Log} (\text{Transferts})_t = 19,928 + 1,841 \text{ Log} (Tc)_t$$

$$DW = 1,8; Pvalue (Tc) = 0,0016$$

$$R^2 = 0,95$$

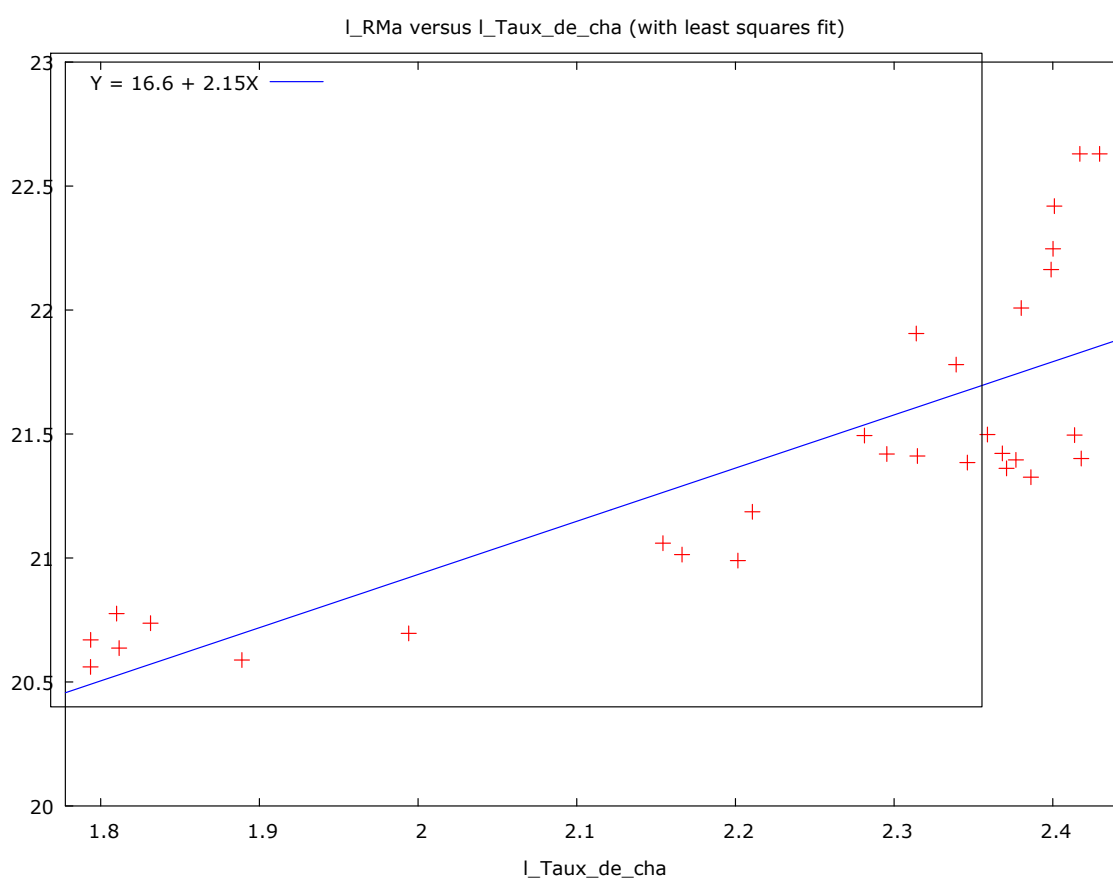
$$\text{Période : } 1979 - 2008$$

Note : Les estimations sont toutes corrigées de l'hétéroscédasticité et de l'auto-corrélation par la méthode de Newey et West (1987)

Il faut rappeler que la monnaie marocaine est ancrée à un panier composite de monnaies étrangères (l'Euro et la Dollar américain) ; ce qui préserve une certaine flexibilité du change, sans pour autant signifier l'abandon de toute possibilité d'intervention de la Banque centrale., cet ancrage à un panier minimise, par construction, les variations ou la volatilité du taux de change. C'est pourquoi de nombreux auteurs dont Williamson (2001) préconisent l'adoption d'un « band basket crawl ». Composé des monnaies des pays principaux partenaires commerciaux, sources principales de l'inflation importée, le panier fluctue dans des bandes

prédéterminées elles-mêmes ajustables pour tenir compte des différentiels d'inflation. Ce système un peu complexe permet la gestion simultanée du taux de change nominal, substitut à la lutte contre l'inflation interne, et du taux de change réel, facteur de compétitivité externe. C'est la détermination de la largeur des bandes qui détermine le degré de flexibilité de l'ensemble, l'intervention de la banque centrale en cas de risque de dépassement des marges autorisées pouvant être automatique ou discrétionnaire, s'effectuer à la marge ou préventivement (Bouoiyour et al. 2005).

Figure 4: Relation transferts et taux de change



Dutch Disease ou syndrome hollandais

Le « syndrome hollandais » désigne la situation dans laquelle un afflux important de capitaux extérieurs entraîne une hausse du taux de change, ce qui grève la compétitivité du pays et peut, *in fine*, s'avérer préjudiciable pour les exportations.

Nous avons estimé une équation qui met en relation, le taux de change avec ses fondamentaux⁹, en y ajoutant les transferts. Sans rentrer dans les considérations théoriques qui dépassent le cadre de cet article, nous trouvons un résultat contre-intuitif : les transferts de fonds ne produisent pas d'appréciation du taux de change. Il n'y a pas de syndrome hollandais dans le cas du Maroc.

Nous considérons ici un cas simple qui met en relation le taux de change réel effectif et les transferts (sur le PIB). On ne trouve pas de syndrome hollandais, et même plus, les transferts permettent d'améliorer la compétitivité-prix du Maroc.

$$\text{Log}(Tc)_t = 3,097 - 0,594 \log(\text{Transferts})_t$$

$$DW = 1,6; Pvalue(\text{Transferts}) = 0,0026$$

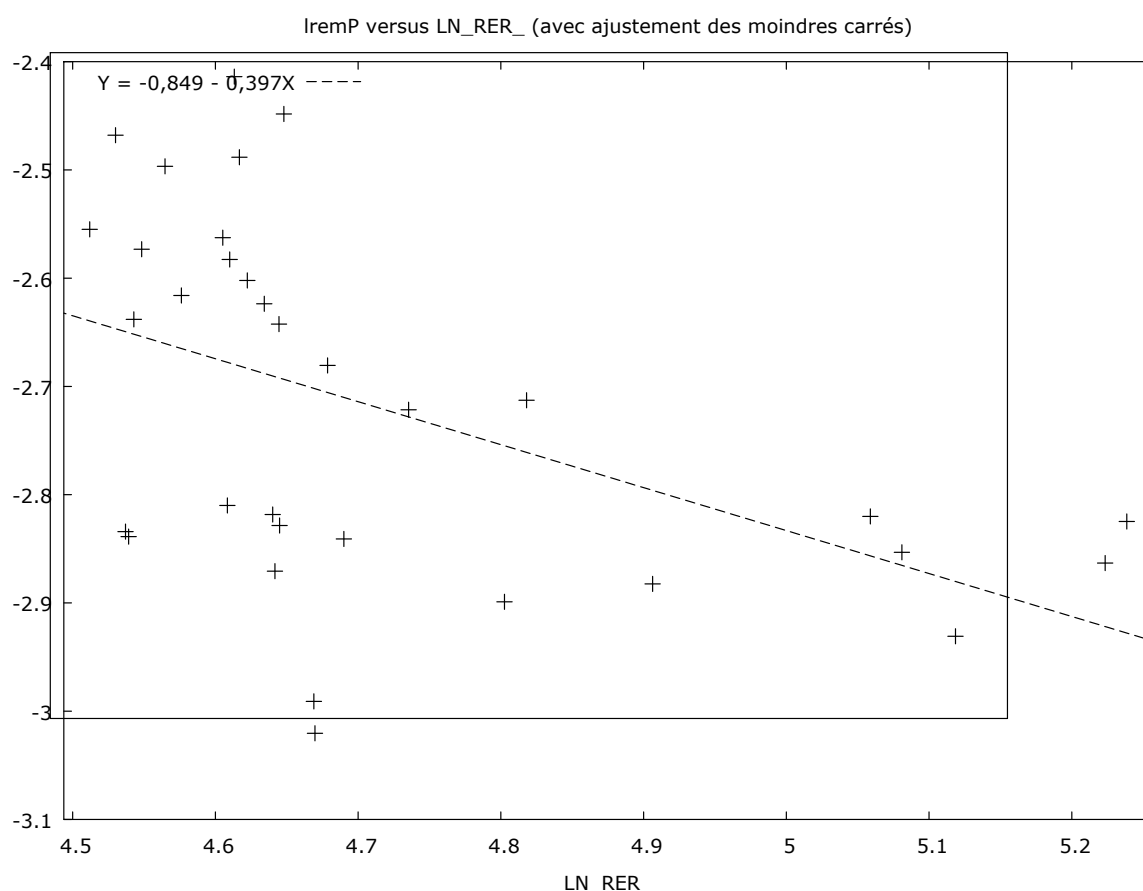
$$\bar{R}^2 = 0,211$$

$$\text{Période} : 1975 - 2009$$

Note : Les estimations sont toutes corrigées de l'hétéroscédasticité et de l'auto-corrélation par la méthode de Newey et West (1987)

⁹ Termes de l'échange, dépenses publiques, taux d'ouverture. Le papier complet concernant cette partie est disponible (Bouoiyour, sous direction 2011).

Figure 6 : Impact des transferts sur le taux de change effectif réel



On peut avancer plusieurs éléments qui peuvent expliquer ce constat:

- i) L'économie marocaine est très diversifiée. Cette diversification lui permet d'absorber les sommes importantes transférées. En plus, les remises de fonds se font sur plusieurs années, les autorités ont eu largement le temps d'anticiper ces flux.
- ii) Une bonne partie des remises de fonds va au secteur du bâtiment et ce, depuis plusieurs années¹⁰. Ce n'est pas donc un phénomène nouveau lié à la spéculation immobilière qui a gagné le Maroc depuis 4 ou 5 ans. Or, l'impact des transferts sur le secteur est on ne plus bénéfique. Le Maroc dispose d'une main d'œuvre bon marché, d'intrants disponibles (ciments, sables...) en quantité suffisante. Ces remises de fonds ont donc été utilisées à bon escient, là aussi contrairement aux idées reçues, en diminuant le chômage endémique et en utilisant des produits locaux. L'impact est globalement positif. A un moment donné, l'impact des transferts sur l'économie marocaine ne peut pas aller au delà d'un certain seuil,

¹⁰ L'essentiel des remises de fonds des migrants se dirige vers le secteur du bâtiment (environ 70 à 80% suivants les enquêtes).

étant donné la capacité d'absorption et les atouts, somme toute limités, de ce pays en termes d'opportunité d'investissement. Si les migrants ont investi massivement dans le bâtiment, c'est d'abord parce que c'est la seule offre du marché. Ensuite, c'est le seul secteur où les risques sont limités. Enfin, c'est un investissement qui, pour beaucoup de migrants, constitue un aboutissement, après tant d'années d'efforts et de sacrifices. Il incombe aux autorités de définir une politique claire d'encouragement à l'investissement. Une politique plus agressive et plus volontariste peut rediriger ces flux vers des secteurs plus productifs.

iii) La troisième explication réside dans la politique de stérilisation pratiquée par la Banque centrale. Pour contrôler efficacement une expansion exubérante des transferts de fonds, les banques centrales ont souvent eu recours à un relèvement important du taux des réserves obligatoires. Le coût de cette politique de stérilisation peut être important¹¹. En effet, cette politique peut avoir comme conséquence une hausse des taux d'intérêt. Le coût d'opportunité de la stérilisation pour le secteur privé est un élément à prendre en considération dans l'équation de la stérilisation. On perd donc d'un côté (diminution des crédits suite à une hausse des taux d'intérêt), ce qu'on a gagné de l'autre (compétitivité prix et impact sur le taux de change).

7. Gouvernance, migration et transferts

Le renforcement des capacités en matière de gouvernance ne saurait ignorer que le cadre institutionnel marocain manque de cohérence. En effet, si la philosophie générale concernant l'importance de la migration en tant que levier de croissance a été bien comprise par les responsables marocains, on ne peut pas en dire autant des moyens mis en œuvre ni des outils mobilisés pour impliquer la diaspora dans le processus de développement.

La multiplication des institutions dédiées à la diaspora et le flou entourant le rôle de chacune d'elles en dit long sur la manière d'organiser la migration. La multiplication des interlocuteurs n'est pas une tare en soi, c'est la juxtaposition des attributs, la concaténation des rôles et l'enchevêtrement des actions qui posent problème. Si l'on prend le cas des pays développés, dotés d'une solide structure de gouvernance sur le plan des migrations internationales, on se

¹¹ Il est stupéfiant qu'on ne trouve aucune étude de la Banque centrale du Maroc sur ce sujet.

rend compte qu'il n'y pas de modèle supérieur par rapport à un autre concernant le mode de gouvernance. Ainsi, la gestion des questions migratoires peut-elle être confiée à un ministère unique (Canada, Royaume-Unis) qui se charge de la totalité ou de la plupart des dossiers, à un seul service au sein d'un ministère (Pays-Bas), ou à plusieurs ministères. Chaque contexte dicte sa propre méthode ou solution (IOM, 2010).

Dans le cas du Maroc, outre la Fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger dont le rôle premier est d'aider les migrants marocains à résoudre les problèmes rencontrés tant dans les pays hôtes qu'au Maroc, il existe d'autres institutions telle que la Fondation Mohammed V pour la Solidarité qui se consacre à l'accueil des migrants lors des vacances d'été. À cela il faut ajouter un département ministériel chargé des Marocains résidant à l'étranger dont on a du mal à comprendre le rôle étant donné l'existence de la Fondation Hassan II. Et comme si cela ne suffisait pas, les responsables marocains ont mis en place une nouvelle instance : le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME). L'objet de ce Conseil est de mettre en œuvre une stratégie nationale d'immigration en collaboration avec les autres instances en charge de la migration. La mise en place de ce Conseil, en décembre 2007, a suscité un débat houleux au sein de la communauté marocaine à l'étranger, qui espérait avoir un organe qui la représenterait. Or, les membres de ce Conseil ont été nommés par le roi du Maroc. Pour le moment, les attributions du CCME ne sont pas bien définies, mais sa composition (des cadres de haut niveau) donne une idée de la nouvelle vision stratégique de la problématique migratoire qu'ont les autorités marocaines. Il est évidemment tôt pour juger de l'utilité du CCME et de l'efficacité de ses actions, mais si les autres instances en charge de l'immigration continuent d'exister à côté du Conseil – ce qui est le cas jusqu'à présent-, on aura du mal à comprendre les tenants et les aboutissants du processus.

On peut s'inspirer utilement des expériences étrangères en matière de la gouvernance de la diaspora. Les exemples de la Chine, de la Colombie et de l'Inde sont à ce niveau fort intéressants. Ils montrent l'importance de la mise en place, de la part des autorités des pays d'origine dès le départ, d'une stratégie claire, pour attirer la diaspora et l'intégrer dans le processus de développement. Des difficultés peuvent surgir ici et là, comme dans le cas colombien où les autorités n'ont pas été assez réactives, ou dans le cas indien où il existe une concurrence acharnée entre les différents Etats pour attirer la diaspora. A cela, il faut ajouter les problèmes liés à « la fragmentation » ethnique très ancrée dans ce pays. Il existe aussi d'autres obstacles qui peuvent compliquer l'intégration de la diaspora dans son pays

d'origine, comme dans le cas chinois (droits de l'homme, liberté d'expression). Malgré ces difficultés, les autorités tiennent le cap, car les enjeux sont importants.

La leçon à retenir de ces initiatives est la difficulté, pour les autorités des pays d'origine, à trouver un équilibre entre un soutien franc et clair des initiatives « diasporatiques » et une latitude laissée à ces réseaux pour s'auto-organiser librement sans pression ni intervention qui peuvent être interprétées, par les membres de la diaspora, comme une ingérence dans leur fonctionnement (Bouoiyour, 2010.a).

Dans le cas marocain, la politique d'intégration de la diaspora est balbutiante. Malgré la prise de conscience de l'importance de la migration comme moyen de financer l'économie et de desserrer la pression sur l'emploi, l'autre volet relatif au transfert de technologie, via la diaspora, n'a pas été assez saisi et pris en compte. Il faut dire aussi que les opportunités offertes par l'économie marocaine dans son ensemble et qui pouvaient intéresser la diaspora, sont typiques d'un pays en développement (investissement dans le bâtiment, le commerce de proximité, etc.). En d'autres termes, le Maroc n'était probablement pas encore assez mature pour attirer sa diaspora. Les récents développements (plans Emergence, Azur, Maroc vert, etc.) constituent, à n'en pas douter, des occasions intéressantes pour une implication plus conséquente de la diaspora. Cependant la multiplication des organismes étatiques en charge de la migration ne facilite pas la tâche aux membres de la diaspora.

Etant donné que la gouvernance est répartie entre plusieurs organismes, il est plus que nécessaire de mettre sur pied des mécanismes de coordination en raison de la diversité des éléments à prendre en considération. Le Maroc a donc intérêt à améliorer les capacités nationales qui lui permettent d'élaborer et d'appliquer des politiques cohérentes en matière de migration internationale ; en définissant des objectifs nationaux clairs.

En tout cas la question de la gouvernance de la migration se pose avec acuité dans ce pays. On ne peut faire l'économie d'un aggiornamento sur cette question, ô combien importante pour un pays comme le Maroc.

Il est à rappeler que dans le cas marocain, la politique d'intégration de la diaspora est balbutiante. Malgré la prise de conscience de l'importance de la migration comme moyen de financer l'économie et de desserrer la pression sur l'emploi, l'autre volet relatif au transfert de technologie, via la diaspora, n'a pas été assez saisi et pris en compte. Il faut dire aussi que les opportunités offertes par l'économie marocaine dans son ensemble et qui pouvaient intéresser la diaspora, sont typiques d'un pays en développement (investissement dans le bâtiment, le commerce de proximité, etc.). En d'autres termes, le Maroc n'était probablement pas encore

assez mature pour attirer sa diaspora. Les récents développements (plans Emergence, Azur, Maroc vert, etc.) constituent, à n'en pas douter, des occasions intéressantes pour une implication plus conséquente de la diaspora. Cependant, et comme on l'a mentionné précédemment, la multiplication des organismes étatiques en charge de la migration ne facilite pas la tâche aux membres de la diaspora.

Pour finir, nous pensons qu'il faut insister sur certaines conditions et éviter certains écueils pour que l'intégration de la diaspora soit une réussite.

D'abord, il faut garder à l'esprit que « l'option diaspora » n'est pas la panacée. Intégrer la diaspora dans le processus de développement une excellente idée. Mais mettre en place une politique intégrée avec une vision et une stratégie de long terme est une nécessité absolue. Ceci est d'autant plus vrai que nous avons eu, au sujet d'initiatives passées, des cas de retour de la diaspora qui se sont avérés catastrophiques, parce que les recruteurs avaient des a priori positifs biaisés sur la diaspora. L'origine marocaine peut être nécessaire pour recruter des cadres à l'étranger, mais elle peut s'avérer insuffisante.

Ensuite, il faut se garder de créer des déceptions. Beaucoup de cadres marocains de l'étranger se sont, à juste titre, sentis floués après de nombreuses promesses non tenues. Ceci avait commencé avec le programme *TOKTEN*¹² en 1993. Mais le coût de grâce a été l'instauration du programme *FINCOM*¹³ en 2007. Dans cas et avec quatorze ans de décalage, on retombe dans les mêmes travers : organisation de grands-messes avec des promesses de responsables politiques jamais tenues (absence de suivi des actions effectuées par la diaspora, des portails Internet qui ne marchent pas, des interlocuteurs aux abonnés absents, manque de leadership, etc.).

Enfin, et comme on l'a rappelé précédemment, il est plus qu'urgent de reconsidérer la façon dont la migration est gérée dans ce pays.

¹² « Transfert de Connaissance à travers les Nationaux Expatriés » (TOKTEN), est une initiative financée principalement par le PNUD. Il vise à encourager la participation de la diaspora au développement de son pays d'origine à l'aide de ses réseaux d'échanges scientifiques et techniques. Cette initiative a échoué car mal préparée et surtout sans lendemain.

¹³ « Forum international des compétences marocaines à l'étranger » (FINCOM, où êtes-vous ? en arabe). Il s'agit, selon ses concepteurs, d'une démarche volontariste et concertée qui consiste à faire appel aux différentes compétences pour qu'elles participent, sur place ou à distance, au développement de leur pays d'origine sur la base du volontariat et d'un engagement déontologique. De ce fait le programme doit participer à l'élaboration de propositions pertinentes et adéquates, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de certains projets. Malgré ces objectifs ambitieux, ce programme a échoué car il n'y a pas de leadership. En effet, au moins 5 organismes sont associés à ce programme (ministère RME, CNRST, R&D Maroc, INDH, ANAPEC), mais aucune coordination n'existe entre ces différentes composantes et les conditions de travail en son sein sont exécrables, de sorte qu'il existe un turnover important et une déperdition des compétences et un découragement de la diaspora

8. Conclusion

On peut affirmer qu'aujourd'hui le Maroc a gagné une première manche. Grâce aux efforts des autorités, ce pays a pu, en effet, attirer les transferts de ses ressortissants vivant à l'étranger, tout en développant un système financier sûr et stable. La résilience à la crise des banques marocaines¹⁴ et de l'économie marocaine dans son ensemble (plus de 5% de croissance en 2009), montre que les institutions financières de ce pays sont saines et bien gérées. La Banque centrale joue pleinement son rôle de gendarme et a su mettre en place les réformes nécessaires de manière graduelle. Les banques commerciales ont, dès le départ, développé un réseau bancaire étoffé, en s'installant directement dans les pays hôtes.

Reste à gagner la deuxième manche ; celle de la canalisation de ces fonds considérables vers des projets d'investissement productifs et novateurs. Ce qui est encore loin d'être le cas aujourd'hui, malgré les efforts entrepris par les autorités responsables des affaires des migrants.

Il est à signaler, par ailleurs, que le Maroc devient un Etat d'origine, de transit et de destination des migrants. Il faut donc élaborer des politiques globales et souples adaptées à cette nouvelle situation, inédite pour un pays qu'on a plus l'habitude de considérer comme un pays d'émigration qu'un pays d'immigration. Dans ce cadre, les aspects relatifs au droit de l'homme, à la sécurité à la santé, à l'intégration, à l'environnement etc. doivent être, autant que faire se peut, pris en considération.

Des efforts importants doivent être déployés de la part des autorités en charge des questions migratoires afin d'améliorer la communication envers les ressortissants marocains installés à l'étranger¹⁵.

Il est indispensable de renforcer les capacités nationales dans le domaine de la recherche et de la collecte de données. De même l'évaluation des politiques publique dans le domaine de la migration est une bonne pratique pour améliorer la gouvernance. Il est important de

¹⁴ Les résultats et les chiffres d'affaires des principales banques marocaines (AtijariWafbank, le groupe Banque Populaire et la BMCE) pour l'année 2009 ont continué à augmenter, comme si la crise, qui a secoué le monde, n'a pas eu lieu. Ceci, grâce en partie aux transferts de fonds. Ces derniers n'ont connu qu'une baisse passagère (eu égard à la gravité de la crise des les pays d'immigration) de 5%.

¹⁵ Il suffit de visiter les portails et les sites web des différents organismes (Ministère, Fondation Hassan II, ambassades, consulats etc.) pour se rendre compte du travail qui reste à faire. Il serait souhaitable d'utiliser davantage d'avantage les technologies de l'information Une action simple, rapide et efficace pourrait être le toilettage de ces différents sites internet.

montrer à la diaspora que les politiques engagées portent des fruits. D'autant plus que les enjeux sont importants pour le Maroc, en termes économiques, mais aussi sociétales.

Bibliographie :

Bennaghmouch S. et J. Bouoiyour (2002), « Capital humain et croissance économique au Maroc », mimeo. Université de Pau et [MPRA Paper](http://mpra.ub.uni-muenchen.de/29163/) from [University Library of Munich, Germany](http://mpra.ub.uni-muenchen.de/29163/). <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/29163/>

Bouoiyour J. (sous la direction) (2011), « Système financier, politique de change et transferts de fonds des migrants marocains: Quelles interactions? », Etude FEMISE (en cours).

Bouoiyour J. et F. Makhlouf (2011), « Est-ce que les Transferts de fonds promeuvent le développement financier? Cas du Maroc », mimeo, CATT - Université de Pau, février.

Bouoiyour J. (2011) « Are remittances reduce gender inequalities? Some lessons from Morocco ». mimeo, CATT- Université de Pau, mars.

Bouoiyour J. et R. SELMI (2011), « Interactions entre régime de change et performance commerciale : Etude comparée Egypte, Maroc et Tunisie », mimeo, CATT mars.

Bouoiyour, C. Emonnot et S. Rey (2005), « Régimes de change intermédiaires dans les économies émergentes ; le cas du Maroc ». mimeo, Université de Pau.

Bouoiyour J., (2010.a), "La diaspora scientifique marocaine comme ressource d'expertise et d'enseignement", Management Systems International (MSI), Washington, USA, octobre, 66 pages.

Bouoiyour J., (2010.b), « Les transferts de fonds : Quelles politiques, quels enjeux ? » Rapport pour le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger, Mars 2010. 55 pages.

Bouoiyour J., (2008), « Diaspora et développement : quelles interactions dans le cas marocain ? », in *MIGRATIONS et SOCIETE*, no : 120, novembre-décembre 2008, CNRS Editions.

Bouoiyour J., (2006), "Migration, Diaspora et développement humain", in « Le Maroc possible, une offre de débat pour une ambition collective », Rapport du cinquantenaire, 2006. Royaume du Maroc. <http://www.rdh50.ma/fr/pdf/contributions/GT3-8.PDF>. pp ; 457-583.

Bouoiyour J., Emonnot C. and Rey S., "Régime de change intermédiaires dans les économies émergentes: le cas du Maroc" WP CATT - Pau.

Docquier F. and Rappoport, H (2003) "Remittances and Inequality: A Dynamic Migration Model". IZA Discussion Paper No. 808.

Edwards Cox A. and Ureta, M. (2003) "International Migration, Remittances, And Schooling: Evidence from El Salvador," Journal of Development Economics, 2003, v72 (2, Dec), 429-461.

Esteves Rui and David Khoudour-Castéras, 2009, « Remittances, Capital Flows and Financial Development during the Mass Migration Period, 1870-1913 », WP, CEPII.

Giuliano, Paola and Marta Ruiz Arranz, 2005. "Remittances, Financial Development and Growth." International Monetary Fund, Working Paper, forthcoming

IOM 2010, « Etat de la migration dans le monde 2010 » http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR_2010_FRENCH.pdf

King, Robert, and Ross Levine, 1993. "Finance and Growth: Schumpeter Might be Right." *Quarterly Journal of Economics*, 108, 717-737.

Lopez-Cordova, E. (2006), "Globalization, Migration and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances". IADB-INTAL-ITD Working Paper 20.

McKenzi et Rappoport (2007) "Migration and education inequality in rural Mexico" *Integration and Trade Journal*, 27, 135-158

Mongus S., 2006, « Excess liquidity and effectiveness of monetary policy: evidence from sub-Saharan Africa », Working Paper n° 115, IMF, 2006.

Mundaca, Gabriela B., 2005. "Can Remittances Enhance Economic Growth? The Role of Financial Markets Development." Mimeo. University of Oslo.

Newey, W.K., West, K.D., 1987. A simple positive definite heteroskedasticity and autocorrelation consistent covariance matrix, *Econometrica* 55, 703-708.

Valero-Gil, Jorge (2008) "Remittances and the household's expenditures on health," MPRA Paper 9572, University Library of Munich, Germany.

Williamson J. (2001), « The Case for Basket, Band and Crawl (BBC) Regime for East Asia », in D. Gruen and J. Simon (eds.), *Future Directions for Monetary Policies in East Asia*, Reserve Bank of Australia, pp. 97-109.

Annexes:

Annexe B: Relation taux de change et transferts

$$\text{Log}(\text{Transferts})_t = 39,604 - 19,928 \log(Tc)_t + 5,231 \text{Log}(Tc)_t^2$$

$$DW = 1,8; Pvalue(Tc) = 0,020; Pvalue(Tc)^2 = 0,010$$

$$R^2 = 0,71$$

Période : 1979 – 2008

Non-linearity test (squares) -

Null hypothesis: relationship is linear

Test statistic: LM = 0.512298

with p-value = P(Chi-Square(2) > 0.512298) = 0.774027

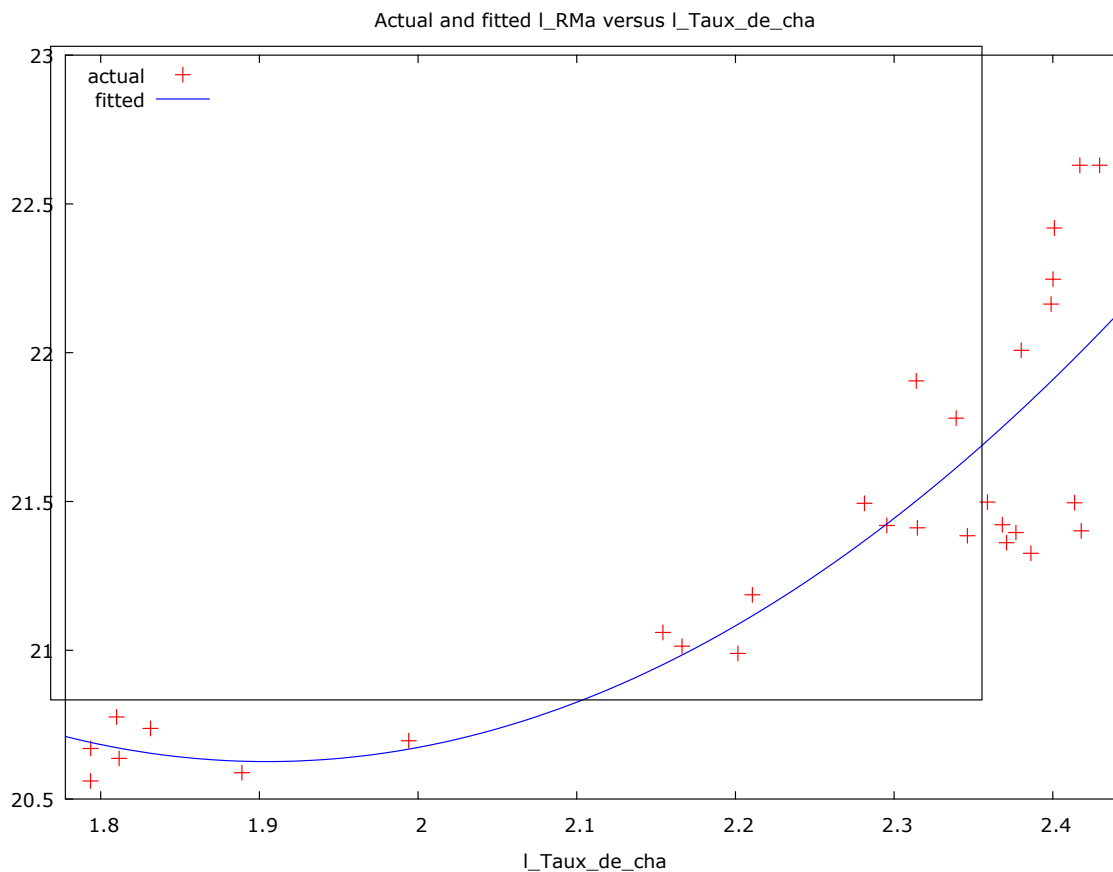
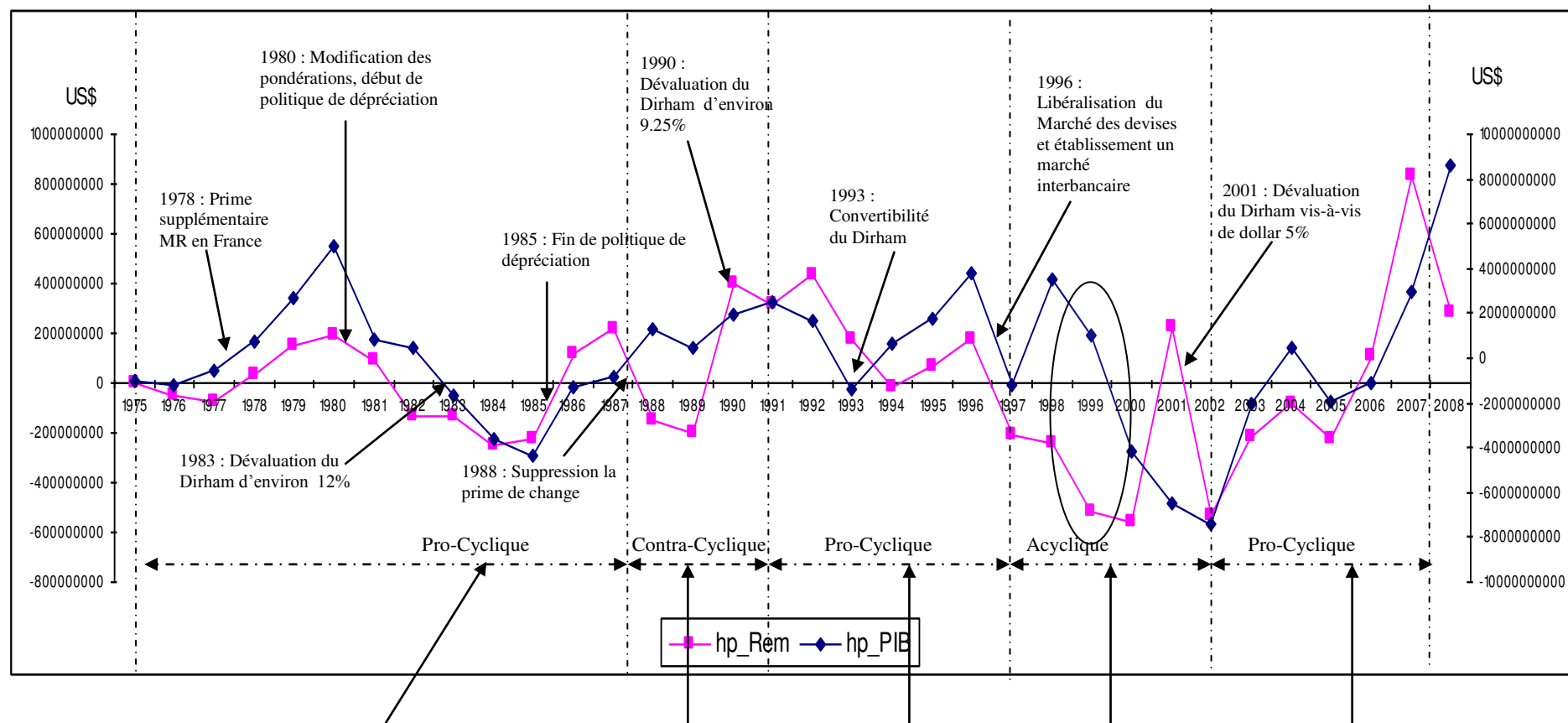


Figure 3 : Cycles Transferts et PIB.



$\rho (PIB_t^{Maroc}, transferts_{t-1})$	-1 : 0,4150	-1 : -0,7624 *	-1 : -0,6383	-1 : 0,4853	-1 : 0,1841
$\rho (PIB_t^{Maroc}, transferts_t)$	0 : 0,8632 ***	0 : 0,7111	0 : 0,7435 *	0 : -0,3623	0 : 0,8998 **
$\rho (PIB_t^{Maroc}, transferts_{t+1})$	1 : 0,5860 **	1 : 0,1894	1 : 0,2256	1 : -0,6134	1 : -0,3231

Figure 4 : Cycles IDE et transferts

